

In de micro-ondernemingen (dit wil zeggen tot maximum 10 arbeiders), wordt een minimum budget van 300 EUR per onderneming en per jaar gewaarborgd ten belope van 150 000 EUR in het globaal jaarlijks budget van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren";

- het nazicht van de criteria wordt toevertrouwd aan het secretariaat van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren";

- binnen de 4 maanden na de afsluiting van de beroepsopleiding moet het dossier bij het secretariaat ingediend worden;

- de tussenkomst wordt toegekend rekening houdend met de effectieve deelneming;

- de tussenkomsten worden betaald tot uitputting van het in artikel 10 voorziene budget;

- jaarlijks worden de uitbetalingen gecontroleerd door een revisor.

HOOFDSTUK IV. — *Financiering*

Art. 9. De financiering van de opleidingsinitiatieven zoals vermeld in de huidige collectieve arbeidsovereenkomst is afkomstig van de bijdrage risicogroepen zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst risicogroepen.

Art. 10. Het maximaal budget, voorzien voor de tussenkomsten voor opleiding, wordt bepaald op 1 400 000 EUR in 2021 en 2022.

Een bijkomend budget van 70 000 EUR is sinds 2014 voorzien voor de tussenkomst in de beroepsopleiding voor oudere werknemers (onder andere de mentoropleidingen).

De tussenkomst van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren" in de loonkosten van de mentoren die opleidingen geven aan jongeren van minder dan 26 jaar en die behoren tot de risicogroepen zoals bepaald in het koninklijk besluit van 19 februari 2013 (ingroeibanen) wordt beperkt tot 100 000 EUR per jaar.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2021. Zij houdt op van kracht te zijn op 31 december 2022.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 24 april 2022.

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

Toutefois, pour les micro-entreprises (c'est-à-dire jusque maximum 10 ouvriers), un budget minimum de 300 EUR par entreprise et par an leur est garanti jusqu'à concurrence de 150 000 EUR dans le budget global annuel du « Fonds social et de garantie du commerce alimentaire »;

- la vérification des critères est confiée au secrétariat du « Fonds social et de garantie du commerce alimentaire »;

- le dossier doit être rentré au secrétariat dans les 4 mois de la clôture de la formation professionnelle;

- l'intervention est attribuée selon la participation effective;

- l'intervention est payée jusqu'à épuisement du budget fixé à l'article 10;

- les paiements sont chaque année contrôlés par un réviseur.

CHAPITRE IV. — *Financement*

Art. 9. Le financement des initiatives de formation telles que prévues par la présente convention collective provient de la cotisation destinée aux groupes à risque telle que définie dans la convention collective de travail groupes à risque.

Art. 10. Le budget maximum prévu pour les interventions dans les formations, est fixé à 1 400 000 EUR en 2021 et 2022.

Un budget supplémentaire de 70 000 EUR est prévu depuis 2014 pour l'intervention dans la formation professionnelle pour les travailleurs âgés (entre autres les formations de tuteurs).

L'intervention du « Fonds social et de garantie du commerce alimentaire » dans les frais de salaire des tuteurs dispensant une formation à des jeunes de moins de 26 ans appartenant aux groupes à risque tels que définis par l'arrêté royal du 19 février 2013 (emplois tremplin) est limitée à 100 000 EUR par an.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 11. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2022.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 24 avril 2022.

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/203214]

18 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, article 14, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2017 et modifié par le décret du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 février 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 février 2022;

Vu le rapport du 14 février 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en oeuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 75/2022 du 22 avril 2022 de l'Autorité de protection des données;

Vu l'avis 71.076/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 mars 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 15 mars 2022;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 14 mars 2022;

Considérant que le projet 51 du Plan de relance de la Wallonie prévoit la mise en place d'une prime « chauffage » spécifique;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 (B.39) chargeant le Ministre de l'Énergie de présenter un projet d'arrêté relatif à la dispense d'audit pour l'accès aux systèmes de chauffage des primes « habitation » en cas de situation de sinistre;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie et du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement il est inséré un 9^o/1 et un 9^o/2 rédigés comme suit :

« 9^o/1 le logement sinistré : le logement sinistré à la suite des inondations de juillet 2021 et situé dans une des communes telles qu'identifiées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues le 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique; 9^o/2 le bâtiment sinistré : le bâtiment sinistré à la suite des inondations de juillet 2021 et situé dans une des communes telles qu'identifiées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues le 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique. ».

Art. 2. A l'article 3, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « par le présent arrêté » sont remplacés par les mots « par le présent chapitre ».

Art. 3. Dans le même arrêté il est inséré un chapitre IIbis rédigé comme suit :

« Chapitre 2bis - Prime à destination des logements en devenir sinistrés et des logements sinistrés pour l'installation de systèmes de chauffage et d'eau chaude sanitaire.

Section 1^{re}. — Champs d'application

Art. 11/1. § 1^{er}. Les primes visées par le présent chapitre sont réservées au demandeur âgé de dix-huit ans au moins ou mineur émancipé, titulaire d'un droit réel sur les biens immeubles suivants qui font l'objet de la demande de primes :

1^o le logement sinistré;

2^o sur le bâtiment sinistré dont la vocation initiale n'est pas résidentielle mais dans lequel sont effectués des travaux afin d'y créer un ou plusieurs logements.

§ 2. Le régime instauré par la présente section déroge aux dispositions de l'article 3, § 1^{er}, 2^o.

Art. 11/2. § 1^{er}. Aux conditions prévues par le présent arrêté et dans la limite des crédits disponibles, il est octroyé des primes pour l'installation d'un système de chauffage et d'eau chaude sanitaire.

§ 2. La condition relative à l'âge du logement ou du bâtiment visé à l'article 4, § 2, n'est pas applicable.

§ 3. Les conditions visées à l'article 6, § 1^{er} à 3, ne sont pas applicables.

Section 2. — Investissements et rapports éligibles

Art. 11/3. Sont éligibles à l'octroi d'une prime les investissements mentionnés au 10^o de l'annexe du présent arrêté.

Art. 11/4. La facture finale est datée entre le 14 juillet 2021 et le 31 décembre 2022.

Section 3. — Détermination du montant de la prime

Art. 11/5. Par dérogation à l'article 1^{er}, 14^o, les revenus imposables globalement pour l'application du présent chapitre sont définis comme les revenus afférents à l'avant-dernière année complète précédant la date d'introduction de la demande de prime tels qu'ils apparaissent sur les avertissements-extraits de rôle du ménage ou leur équivalent étranger.

Par dérogation à l'article 7, § 3, alinéa 2, 4^o, l'enfant à naître est défini pour l'application du présent chapitre comme l'enfant conçu depuis au moins nonante jours à la date de l'introduction de la demande de prime.

Section 4. — Procédure d'introduction d'une demande de prime

Art. 11/6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 9, la demande de prime est adressée à l'Administration au plus tard le 15 juin 2023.

Par dérogation à l'article 10, § 1^{er}, pour être considérée comme complète, la demande de primes est constituée :

1^o du formulaire disponible auprès de l'Administration et de ses annexes dûment complétés;

2^o d'une copie de l'ensemble des factures liées à l'investissement pour lequel la prime est demandée;

3^o d'une attestation de sinistre de l'assurance ou toute autre attestation prouvant les dégâts dus aux inondations de juillet 2021;

4^o d'une déclaration sur l'honneur signée par le demandeur attestant que :

a) il respecte et s'engage à respecter les conditions prévues à l'article 3, à l'exception du § 1^{er}, 2^o;

b) les investissements faisant l'objet de la demande de prime sont réalisés dans le respect des règles en matière d'urbanisme;

c) en cas de mise en location dans les sept ans suivant le lendemain de la liquidation de la prime, il s'engage à respecter la grille indicative des loyers arrêtée en vertu de l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation;

5^o du consentement du demandeur concernant les collectes directes et indirectes auprès de sources authentiques d'autres Administrations ou organismes des données nécessaires à l'examen de sa demande.

§ 2. Par dérogation à l'article 10, § 2, pour être considérée comme complète et bénéficier du coefficient multiplicateur prévu à l'article 7, § 4, la demande contient complémentaiement aux éléments visés au paragraphe 1^{er} :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur daté de moins de 3 mois à la date d'introduction de la demande;

2° pour chaque personne du ménage, à l'exclusion des ascendants et descendants et des collatéraux au second degré du demandeur, faisant une déclaration à l'impôt des personnes physiques, une copie de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus de l'avant-dernière année complète précédant la date d'introduction de la demande de prime ou, à défaut, tout autre document probant permettant de déterminer les revenus de ces personnes;

3° pour chaque personne du ménage, à l'exclusion des ascendants et descendants et des collatéraux au second degré du demandeur, bénéficiant de traitements, salaires, allocations ou émoluments exempts d'impôts nationaux, une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires, allocations ou émoluments perçus, de façon à permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés avaient été soumis à l'impôt sous le régime du droit commun;

4° une attestation relative aux allocations familiales perçues par le ménage, dûment complétées, comprenant les mentions nécessaires au bénéfice à l'application de l'article 7, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, et complétée par la Caisse d'allocation familiales, par la Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ou par tout autre organisme compétent;

5° une attestation du Service public fédéral Sécurité sociale datée de moins de deux mois à la date d'introduction de la demande de prime, établissant la qualité de personne en situation de handicap conformément à l'article 7, § 3, alinéa 3, et précisant le taux de handicap reconnu;

6° le jugement ou la convention établissant l'hébergement égalitaire de l'enfant visé à l'article 1^{er}, 5°;

7° une attestation médicale établissant la conception de l'enfant visé à l'article 11/5, alinéa 2, depuis au moins nonante jours à la date d'introduction de la demande de prime.

Art. 11/7. § 1^{er}. Les articles 10, § 3 et 4, et 11 ne sont pas applicables.

§ 2. L'Administration adresse au demandeur un accusé de réception de la demande de primes dans les quinze jours de la date de la réception de la demande de primes prévue à l'article 11/6.

§ 3. A dater de la réception d'une demande complète, l'Administration dispose de soixante jours pour notifier sa décision au demandeur.

§ 4. Si la demande n'est pas complète, l'Administration sollicite les compléments dans les soixante jours de l'accusé de réception visé au paragraphe 2. Le demandeur dispose, pour transmettre l'ensemble des documents sollicités, d'un délai de soixante jours prenant cours le lendemain de la réception de la demande de compléments adressée par l'Administration.

§ 4. Le défaut de transmission des documents demandés par l'Administration dans le délai prescrit au paragraphe 4 entraîne le rejet de la demande. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} juin 2022

Art. 5. Le Ministre de l'Energie et le Ministre du Logement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 mai 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

P. HENRY

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

C. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/203214]

18. MAI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 14, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2017 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung;

Aufgrund der am 14. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Februar 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 14. Februar 2022;

Aufgrund der am 22. April 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. 75/2022 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 28. März 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 71.076/4 des Staatsrats;

In Erwägung der am 15. März 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

In Erwägung der am 14. März 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

In der Erwägung, dass das Projekt 51 des Wiederaufbauplans für die Wallonie die Einführung einer spezifischen "Heizprämie" vorsieht;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 16. September 2021 (B.39), mit dem der Minister für Energie beauftragt wurde, einen Entwurf für einen Erlass über die Befreiung von der Durchführung eines Audits für den Zugang zu den Heizungssystemen der Wohnungsprämie im Falle einer Schadenslage vorzulegen;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie und der Ministerin für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung werden die Ziffern 9°/1 und 9°/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“9°/1 die geschädigte Wohnung: die infolge der Überschwemmungen vom Juli 2021 geschädigte Wohnung, die sich in einer der Gemeinden befindet, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 24. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer räumlichen Ausdehnung, identifiziert wurden.“ 9°/2 das geschädigte Gebäude: das infolge der Überschwemmungen vom Juli 2021 geschädigte Gebäude, das sich in einer der Gemeinden befindet, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 24. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer räumlichen Ausdehnung, identifiziert wurden.“

Art. 2 - In Artikel 3 § 1 desselben Erlasses werden die Worte “durch den vorliegenden Erlass” durch die Worte “durch das vorliegende Kapitel” ersetzt.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Kapitel IIbis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Kapitel 2bis - Prämie für geschädigte im Bau befindliche Wohnungen und für geschädigte Wohnungen für die Installation von Heizungs- und Brauchwarmwassersystemen.

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 11/1 - § 1. Die in diesem Kapitel genannten Prämien sind dem Antragsteller vorbehalten, der mindestens achtzehn Jahre alt oder ein für mündig erklärter Minderjähriger ist und ein dingliches Recht auf die folgenden Immobilien besitzt, die Gegenstand des Prämienantrags sind:

1° die geschädigte Wohnung;

2° an dem geschädigten Gebäude, das ursprünglich nicht zu Wohnzwecken diente, in dem aber Arbeiten durchgeführt werden, um eine oder mehrere Wohnungen zu schaffen.

§ 2. Die durch diesen Abschnitt eingeführte Regelung weicht von den Bestimmungen des Artikels 3 § 1 Ziffer 2 ab.

Art. 11/2 - § 1. Unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen und im Rahmen der verfügbaren Mittel werden Prämien für die Installation eines Systems für Heizung und Brauchwarmwasser gewährt.

§ 2. Die in Artikel 4 § 2 genannte Bedingung bezüglich des Alters der Wohnung oder des Gebäudes ist nicht anwendbar.

Die in Artikel 6 § 1 bis 3 genannten Bedingungen sind nicht anwendbar.

Abschnitt 2 — Beihilfefähige Investitionen und Berichte

Art. 11/3 - Für die Gewährung einer Prämie kommen die in Ziffer 10 der Anlage zu dem vorliegenden Erlass genannten Investitionen in Betracht.

Art. 11/4 - Die Schlussrechnung ist zwischen dem 14. Juli 2021 und dem 31. Dezember 2022 datiert.

Abschnitt 3 — Bestimmung der Höhe der Prämie

Art. 11/5 - In Abweichung von Artikel 1 Ziffer 14 wird das global steuerpflichtige Einkommen für die Anwendung des vorliegenden Kapitels definiert als das Einkommen, das auf das vorletzte vollständige Jahr vor dem Datum der Einreichung des Prämienantrags entfällt, wie es aus den Steuerbescheiden oder ihrer ausländischen Entsprechung hervorgeht.

In Abweichung von Artikel 7 § 3 Absatz 2 Ziffer 4 wird für die Anwendung des vorliegenden Kapitels ein ungeborenes Kind definiert als ein Kind, das zum Zeitpunkt der Einreichung des Prämienantrags seit mindestens 90 Tagen empfangen wurde.

Abschnitt 4 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 11/6 - § 1. In Abweichung von Artikel 9 ist der Prämienantrag bis spätestens 15. Juni 2023 an die Verwaltung zu richten.

In Abweichung von Artikel 10 § 1 besteht der Prämienantrag, um als vollständig betrachtet zu werden, aus:

1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° einer Kopie aller Rechnungen, die sich auf die Investition beziehen, für die die Prämie beantragt wird;

3° eine Schadensbescheinigung der Versicherung oder eine andere Bescheinigung, die die Schäden durch die Überschwemmungen im Juli 2021 belegt;

4° eine vom Antragsteller unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, die bestätigt, dass:

a) er die in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen einhält und sich verpflichtet, diese einzuhalten, mit Ausnahme von § 1 Ziffer 2;

b) die Investitionen, die Gegenstand des Prämienantrags sind, unter Einhaltung der städtebaulichen Vorschriften getätigt werden;

c) im Falle einer Vermietung innerhalb von sieben Jahren ab dem Tag nach der Auszahlung der Prämie verpflichtet er sich, die gemäß Artikel 89 des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag festgelegte informative Mietpreistabelle einzuhalten;

5° die Zustimmung des Antragstellers bezüglich der direkten und indirekten Erhebung aus authentischen Quellen anderer Verwaltungen oder Einrichtungen der zur Untersuchung seines Antrags erforderlichen Daten.

§ 2 In Afweking van Artikel 10, § 2 muss der Antrag, um als vollständig zu gelten und den in Artikel 7, § 4 vorgesehenen Multiplikator in Anspruch nehmen zu können, zusätzlich zu den in Absatz 1 genannten Elementen Folgendes enthalten:

1° einen am Datum des Antrags weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers;

2° für jede Person des Haushalts, mit Ausnahme der Verwandten in auf- und absteigender Linie und der Seitenverwandten im zweiten Grad des Antragstellers, die einer Erklärung der Einkommensteuer der natürlichen Personen unterliegt, eine Kopie des Steuerbescheids betreffend das Einkommen des vorletzten vollständigen Jahres vor dem Datum des Prämienantrags oder, falls nicht vorhanden, jedes andere beweiskräftige Dokument, mit dem das Einkommen dieser Personen ermittelt werden kann;

3° für jede Person des Haushalts, mit Ausnahme der Verwandten in auf- und absteigender Linie und der Seitenverwandten im zweiten Grad des Antragstellers, die Gehälter, Löhne, Zulagen oder Nebeneinkünfte, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, bezieht, eine Bescheinigung des Lohnschuldners, in der alle bezogenen Gehälter, Löhne, Zulagen oder Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert worden wäre, wenn dieses Einkommen nach dem gemeinrechtlichen System steuerlich erfasst worden wäre;

4° eine Bescheinigung betreffend die vom Haushalt bezogenen Kinderzulagen, welche von der Kinderzulagenkasse, von der Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder von jeder sonstigen zuständigen Einrichtung ordnungsgemäß ausgefüllt sein müssen, d.h. einschließlich der notwendigen Angaben für den Anspruch auf die Anwendung von Artikel 7 § 3 Absatz 1 Ziffer 2;

5° eine Behindertenbescheinigung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Soziale Sicherheit, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Prämienantrags nicht älter als zwei Monate ist, die die Eigenschaft als Person mit einer Behinderung gemäß Artikel 7 § 3 Absatz 3 feststellt und den Grad der anerkannten Behinderung angibt;

6° das Urteil oder das Übereinkommen, durch welches die aufgeteilte Unterbringung des Kindes nach Artikel 1 Ziffer 5 festgesetzt wird;

7° ein ärztliches Attest, aus dem hervorgeht, dass das in Artikel 11/5 Absatz 2 genannte Kind zum Zeitpunkt der Einreichung des Prämienantrags seit mindestens 90 Tagen empfangen wurde.

Art. 11/7. § 1. Artikel 10 § 3 und 4 sowie Artikel 11 sind nicht anwendbar.

§ 2. Die Verwaltung richtet an den Antragsteller eine Empfangsbestätigung des Prämienantrags innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Empfangsdatum des Prämienantrags nach Artikel 11/6.

§ 3. Ab dem Empfang eines vollständigen Antrags verfügt die Verwaltung über sechzig Tagen, um dem Antragsteller seine Entscheidung mitzuteilen.

§ 4. Wenn der Antrag nicht vollständig ist, verlangt die Verwaltung die Ergänzungen innerhalb von sechzig Tagen nach der in § 2 erwähnten Empfangsbestätigung. Zur Übermittlung der gesamten verlangten Unterlagen verfügt der Antragsteller über eine Frist von sechzig Tagen ab dem Tag nach dem Empfang des von der Verwaltung gerichteten Antrags auf ergänzende Unterlagen.

§ 4. Falls die beantragten Unterlagen nicht innerhalb der in Paragraph vorgeschriebenen Frist übermittelt worden sind, führt dies zur Ablehnung des Antrags.“

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2022 in Kraft.

Art. 5 - Der Minister für Energie und die Ministerin für Wohnungswesen werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Mai 2022

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
P. HENRY

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
C. COLLIGNON

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/203214]

18 MEI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikel 14, vervangen bij het decreet van 1 juni 2017 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 februari 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 februari 2022;

Gelet op het verslag van 14 februari 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 75/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 22 april 2022;

Gelet op advies 71.076/4 van de Raad van State, gegeven op 28 maart 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 15 maart 2022;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Huisvesting", gegeven op 14 maart 2022;

Overwegende dat project 51 van het Waalse herstelplan voorziet in de invoering van een specifieke "verwarmingspremie";

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 16 september 2021 (B.39) waarbij de Minister van Energie wordt opgedragen een ontwerpbesluit in te dienen met betrekking tot de vrijstelling van audit voor de toegang tot verwarmingssystemen voor "huisvestingspremies" in geval van een ramp;

Op de voordracht van de Minister van Energie en de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning worden een punt 9^o/1 en een punt 9^o/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"9^o/1 de beschadigde woning: de woning die beschadigd is ten gevolge van de overstromingen van juli 2021 en gelegen is in een van de gemeenten zoals aangeduid in het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend en het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt; 9^o/2 het beschadigde gebouw: het gebouw dat beschadigd is ten gevolge van de overstromingen van juli 2021 en gelegen is in een van de gemeenten zoals aangeduid in het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend en het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt."

Art. 2. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "in dit besluit" vervangen door de woorden "in dit hoofdstuk".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk *IIbis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk *2bis* - Premie voor beschadigde woningen in wording en voor beschadigde woningen voor de installatie van verwarmings- en warmwatersystemen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 11/1. § 1. De in dit hoofdstuk bedoelde premies zijn voorbehouden aan de aanvragers die ten minste achttien jaar oud zijn of geëmancipeerde minderjarigen, die een zakelijk recht bezitten op de volgende onroerende goederen waarop de premieaanvraag betrekking heeft

1^o de beschadigde woning;

2^o het beschadigde gebouw dat aanvankelijk niet voor bewoning bestemd was, maar waarin werken worden uitgevoerd om een of meerdere woningen te bouwen.

§ 2. Het bij deze afdeling ingevoerde stelsel wijkt af van de bepalingen van artikel 3, § 1, 2^o.

Art. 11/2. § 1. Onder de in dit besluit vastgestelde voorwaarden en binnen de perken van de beschikbare kredieten worden premies toegekend voor de installatie van een verwarmings- en warmwatersysteem.

§ 2. De voorwaarde betreffende de ouderdom van de woning of het gebouw bedoeld in artikel 4, § 2, is niet van toepassing.

§ 3. De voorwaarden bedoeld in artikel 6, § 1 tot en met 3, zijn niet van toepassing.

Afdeling 2. — In aanmerking komende investeringen en rapporten

Art. 11/3. De investeringen bedoeld in 10^o van de bijlage bij dit besluit komen in aanmerking voor de toekenning van een premie.

Art. 11/4. De eindfactuur moet gedateerd zijn tussen 14 juli 2021 en 31 december 2022.

Afdeling 3. — Bepaling van het premiebedrag

Art. 11/15. In afwijking van artikel 1, 14^o, wordt het totaal belastbaar inkomen voor de toepassing van dit hoofdstuk gedefinieerd als het inkomen met betrekking tot het voorlaatste volledige jaar voorafgaand aan de datum van indiening van de premieaanvraag, zoals dat blijkt uit de aanslagbiljetten of hun buitenlands equivalent.

In afwijking van artikel 7, § 3, tweede lid, 4^o, wordt voor de toepassing van dit hoofdstuk onder een ongeborn kind verstaan een kind dat op de datum van indiening van de premieaanvraag sedert ten minste negentig dagen is verwekt.

Afdeling 4. — Procedure voor de indiening van een premieaanvraag

Art. 11/6. § 1. In afwijking van artikel 9 wordt de premieaanvraag uiterlijk op 15 juni 2023 aan de Administratie toegezonden.

In afwijking van artikel 10, § 1, moet de premie, om als volledig beschouwd te worden, de volgende gegevens bevatten :

1^o het behoorlijk ingevulde formulier en de behoorlijk ingevulde bijlagen ervan die bij de Administratie beschikbaar zijn;

2^o een kopie van alle facturen met betrekking tot de belegging waarvoor de premie wordt aangevraagd;

3^o een schadeattest van de verzekering of elk ander attest dat de schade bewijst die door de overstromingen van juli 2021 werd veroorzaakt;

4° een door de aanvrager ondertekende verklaring op erewoord waaruit blijkt dat :

a) hij de in artikel 3, met uitzondering van § 1, 2°, bedoelde voorwaarden naleeft en zich ertoe verbindt ze na te leven;

b) de investeringen die het voorwerp uitmaken van de premie-aanvraag met inachtneming van de regels inzake stedenbouw uitgevoerd worden;

c) hij, in geval van verhuring binnen zeven jaar te rekenen vanaf de dag na de betaling van de premie, zich ertoe verbindt de indicatieve huurprijzenrooster vastgesteld in uitvoering van artikel 89 van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst na te leven;

5° de instemming van de aanvrager met de directe en indirecte verzameling bij authentieke bronnen in andere overheidsdiensten of instanties van de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag.

§ 2. In afwijking van artikel 10, § 2, moet de aanvraag om als volledig te worden beschouwd en om in aanmerking te komen voor de in artikel 7, § 4, bedoelde vermenigvuldigingscoëfficiënt, naast de in § 1 bedoelde gegevens, de volgende gegevens bevatten :

1° een uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager dat van minder dan drie maanden dateert op de datum van indiening van de aanvraag;

2° voor elke persoon van het gezin, met uitzondering van de verwanten in de opgaande en de dalende lijn en bloedverwanten in de zijlijn van de tweede graad van de aanvrager, die een aangifte van de personenbelasting doet, een afschrift van het aanslagbiljet betreffende de inkomens van het voorlaatste volledige jaar dat aan de datum van de indiening van de premieaanvraag voorafgaat of bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk op grond waarvan de inkomens van die personen kunnen worden bepaald;

3° voor elke persoon van het gezin, met uitzondering van de verwanten in de opgaande en de dalende lijn en bloedverwanten in de zijlijn van de tweede graad van de aanvrager, en die van nationale belastingen vrijgestelde salarissen, lonen, vergoedingen of emolumenten ontvangt, een attest van de schuldenaar van de inkomsten waarin het geheel van deze ontvangen salarissen, lonen, vergoedingen of emolumenten wordt vermeld, zodat de belastbare grondslag kan worden bepaald, zoals dit het geval zou zijn geweest indien de betrokken inkomsten aan belastingen volgens het gemeenschappelijk stelsel onderworpen zouden zijn geweest;

4° een naar behoren ingevuld attest betreffende de gezinsbijslag ontvangen door het gezin, met inbegrip van de gegevens die vereist zijn voor de toepassing van artikel 7, § 3, eerste lid, 2°, en ingevuld door de Kinderbijslagkas, de Sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers, of elke andere bevoegde instelling;

5° een attest van de Federale Overheidsdienst Sociale zekerheid dat dateert van minder dan twee maanden voor de datum van indiening van de premieaanvraag, waarbij de hoedanigheid van persoon met een handicap overeenkomstig artikel 7, § 3, derde lid, wordt vastgesteld en waarbij het erkende percentage van de handicap wordt bepaald;

6° het vonnis of de overeenkomst tot vaststelling van de gelijkmatig verdeelde huisvesting van het kind bedoeld in artikel 1, 5°;

7° een medisch attest waaruit blijkt dat het in artikel 11/5, tweede lid, bedoelde kind op de datum van indiening van de premieaanvraag sedert ten minste negentig dagen is verwekt.

Art. 11/7. § 1. De artikelen 10, § § 3 en 4, en 11 zijn niet toepasselijk.

§ 2. De Administratie verstrekt de aanvrager een ontvangstbewijs van de premieaanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst van de premieaanvraag bedoeld in artikel 11/6.

§ 3. Na ontvangst van een volledige aanvraag, beschikt de Administratie over zestig dagen om haar beslissing aan de aanvrager te betekenen.

§ 4. Indien de aanvraag niet volledig is, verzoekt de Administratie binnen zestig dagen na de in paragraaf 2 bedoelde ontvangstbevestiging om aanvullende documenten. De aanvrager beschikt over een termijn van zestig dagen, te rekenen vanaf de dag na ontvangst van de aanvraag van de Administratie om aanvullende informatie, om alle gevraagde documenten in te dienen.

§ 4. Indien de door de Administratie gevraagde documenten niet binnen de in § 4 genoemde termijn worden verstrekt, wordt de aanvraag afgewezen.”..

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2022.

Art. 5. De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 mei 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
P. HENRY
De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
C. COLLIGNON